

Présentation

Identités : attractions et pièges

Jane Jenson and François de Singly

Number 53, Spring 2005

Identités : attractions et pièges

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/011640ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/011640ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Jenson, J. & de Singly, F. (2005). Présentation : identités : attractions et pièges. *Lien social et Politiques*, (53), 5–12. <https://doi.org/10.7202/011640ar>

Présentation

Identités : attractions et pièges

Le processus d'individualisation constitue pour les historiens et sociologues de la modernité un de ses fondements (Beck et Berk-Gernsheim, 2002). Il consiste en un certain détachement des individus des « communautés » héritées, comme la famille, le village, la religion. Les individus ne sont pas sans lien ni identité, mais ils ont le droit (sans en avoir toujours les moyens) de choisir leur identité et leurs liens ¹. Dans ce que ces sociologues désignent comme la première période de la modernité (de la fin du dix-neuvième siècle au milieu du vingtième siècle), d'une part, les formes « holistes » traditionnelles des liens et des identités résistent et, d'autre part, d'autres formes de liens holistes modernes vont être tissés. C'est la thèse de Peter Wagner (1996) et d'Ulrich Beck (2001) notamment, qui affirment que la nation et la classe sont deux formes de communauté inventées pour re-créeer du lien, pour lutter contre les risques de l'anomie des individus sans repères. Ces mêmes sociologues constatent que pendant « la seconde modernité ² » ces liens et ces appartenances ont été menacés dans les pays occidentaux, les individus réclamant, pour une part, d'être encore plus « libres » de choisir leur identité afin de devenir eux-mêmes. C'est pour cela que, comme l'écrit Jean-Claude Kaufmann (2004), « nous sommes désormais entrés dans l'âge des identités ».

Encore faut-il, pour bien comprendre ces processus, ne pas se tromper d'interprétation. La revendication d'une identité « personnelle » n'exclut en rien les dimensions collectives. On pourrait prendre l'exemple des adolescents qui, pour prendre distance avec leurs parents, empruntent au langage de la culture jeunes (vêtements, musique notamment). Ils revendiquent une identité générationnelle afin de déstabiliser (relativement) leur identité familiale (en tant que fils de, ou fille de). La construction des identités dans les sociétés modernes repose sur de nombreuses luttes collectives. Le mouvement des femmes en est une très belle illustration; pour que les femmes ne soient plus seulement « épouses et mères », elles doivent revendiquer collectivement leur propriété personnelle (notamment celle de leur corps) ainsi que leur identité comme individu à part entière. Elles ne demandent pas une autre forme d'appropriation, elles exigent de devenir elles-mêmes, c'est-à-dire de rester maîtresses d'elles-mêmes. Pour sa part, le mouvement *queer* constitue le refus de l'enfermement dans un « sexe » ou dans un « genre », et le droit d'être homme ou femme, ou entre les deux, ou ailleurs (Bourcier, 2005). Le « trouble dans le genre » (Butler, 2005 [1989]) cherche à déstabiliser toutes les formes d'imposition des identités, y compris nationale, avec la notion de *Queer Nation* (Schechter, 1992). Lutter contre toutes les pratiques et tous les énoncés « performatifs » devient alors une priorité.

La force de « la lutte pour la reconnaissance » (voir par exemple, Young, 1990; Kymlicka, 2001 [1995]; Taylor, 1994 [1992]; Honneth, 2000 [1992]) ne constitue en rien un démenti à la thèse du processus d'individualisation, bien au contraire. Elle démontre une autre modalité de connexion entre l'individu et le groupe. Ce que l'individu demande, c'est la possibilité de pouvoir être ce qu'il veut, d'être par exemple « homosexuel » sans avoir à le cacher, sans se soumettre à la domination de l'hétérosexualité. Ce droit d'être homosexuel et d'être reconnu sous cette identité requiert un temps collectif où, dans l'espace public, ceux et celles qui réclament cette reconnaissance positive se font entendre. Toutes les luttes contre les discriminations peuvent sembler paradoxales puisqu'elles sont obligées, pour un temps, de souligner la dimension « négative » afin d'obtenir les conditions sociales de sa disparition : en tant qu'élément de justification d'une discrimination, non pas en tant que dimension identitaire.

Le processus d'individualisation ne se traduit pas dans une revendication univoque de l'identité, il engendre des luttes personnelles et collectives en tout genre. Cela peut donner une impression de confusion car certaines identités semblent nettement plus personnalisées, d'autres identités revendiquées sont revalorisées, comme la religion, ou revendiquées d'une façon nouvelle, comme l'identité homosexuelle. Des conflits sociaux, politiques et idéologiques sont traversés par les revendications identitaires. L'État joue également un rôle important par son pouvoir de reconnaissance et de non-reconnaissance des différences et des droits dans la régulation des « bonnes formes » de l'identité.

Quoi qu'il en soit, depuis plusieurs décennies, « une politique d'identités » (*identity politics*) et les revendications d'une reconnaissance des identités multiples (de sexe, de genre, ethniques, de « race », nationales...) organisent les vies politiques et sociales. Cette livraison de *Lien social et Politiques* est consacrée aux différentes modalités par lesquelles les changements identitaires, les identités multiples, les pratiques de demande de reconnaissance au sein de la société civile et par l'État affectent le lien social. En effet, la question du lien social et celle de l'identité sont intimement associées.

Ce n'est donc ni un hasard, ni un effet de mode, si le concept d'identité se fait si omniprésent depuis quelques décennies, objet d'analyses qui diffèrent selon les disciplines et les débats. C'est normal. Pour Jean-Claude Passeron (1991), par exemple, il n'existe aucune notion en sociologie qui puisse être adoptée théoriquement par tous les membres de la communauté savante.

Au sein des sciences sociales nord-américaines, la psychanalyse est la première à avoir adopté cette notion (Brubaker et Cooper, 2000 : 2-3). Erikson l'emprunte à Freud, puis, en sociologie, l'interactionnisme symbolique se l'approprie pour analyser le soi. Durant les années soixante, on doit à l'interactionnisme, en particulier à Erving Goffman³, ainsi qu'au constructivisme et à la phénoménologie (à Peter Berger notamment) des contributions capitales, qui débordent largement les milieux académiques. Ainsi, la notion de « communal culture » d'Erikson, reprise par les militants des droits civiques, étendue à d'autres causes, est adaptée aux revendications collectives. Ces concepts éclairent l'évolution rapide des revendications identitaires portées par le mouvement des droits civiques, lequel, après avoir lutté pour les droits des « nègres », exige qu'ils soient appelés Noirs, puis Afro-Américains puis Américains Africains. Le mouvement des droits civiques fait des disciples aux États-Unis et ailleurs, et le concept de politiques identitaires se répand, tant dans les groupes militants que chez les intellectuels qui les étudient.

Dès lors, les mouvements sociaux orientent résolument leur action vers les politiques identitaires, militant non seulement pour l'obtention de nouveaux droits, mais aussi pour la reconnaissance du nom et de l'identité qu'ils se donnent eux-mêmes (Jenson, 1995). L'un des premiers à se faire entendre, affirmant agir *au nom des femmes*, est le mouvement féministe, qui à partir du milieu des années soixante réclame l'égalité des droits, des programmes de discrimination positive et divers moyens de donner du pouvoir aux femmes. Une nouvelle identité se manifeste ainsi, indissociable du combat politique, engendrant sur ce terrain des modes inédits d'action (comme la « conscientisation ») et d'analyse (« le personnel est politique »). Fondée en 1965, la Fédération des femmes du Québec défend déjà l'idée que l'identité « de genre » (sexuée) doit faire l'objet d'une reconnaissance à la fois politique et sociale, au même titre que toute autre identité. Dans les années qui suivent, l'ascension du mouvement souverainiste donne lieu à de vifs débats sur la question de savoir si, par exemple, féminisme et identité nationale doivent aller de pair (Lamoureux, Maillé et de Sève, 1999).

Un autre nationalisme, celui des peuples autochtones, se réveille à la même époque en Amérique du Nord, ramification d'un mouvement qui, en fait, traverse le continent et s'étend aux antipodes. Conscientes d'une identité tantôt ethnique (Yashar, 2005), tantôt nationale, les «Premières Nations» du Canada vont, au long des années soixante-dix, exiger la reconnaissance de cette identité et l'expression concrète des droits qui en découlent. L'offensive est déclenchée par les Cris du Nord québécois, qui affirment jouir de droits ancestraux intacts et veulent être pleinement reconnus comme peuple (Jenson et Papillon, 2000). Ces revendications influencent la définition de l'identité, non seulement des autochtones, mais aussi des non-autochtones. Ainsi les nationalistes québécois, étant au pouvoir, vont-ils accorder aux peuples autochtones du Québec le statut de nation, et de ce fait reconnaître le caractère «multinational» du peuple québécois. Le gouvernement canadien se refuse à en faire autant. Pour lui le Canada est (officiellement) multiculturel, mais non multinational, et les autochtones et les Québécois sont des minorités nationales.

L'effervescence identitaire de ces décennies a posé des défis aux gouvernements et sans doute engendré de la perplexité chez les citoyens quant à la définition de leur communauté politique. Il ne faut donc pas s'étonner de la résistance de certaines théories à la notion d'identité, soumise à critique par les sciences sociales et politiques. Pendant plus de dix ans, sous l'impulsion de Sidney Tarrow, les spécialistes de l'étude des mouvements sociaux se sont eux-mêmes partagés en deux camps, l'école «européenne» et l'école «américaine», les uns proposant de comprendre l'action des groupes comme un processus de construction identitaire, les autres y voyant la simple poursuite de certains intérêts, accompagnée d'une mobilisation de ressources (Fillieule et Péchu, 1993). Cette distinction, mal fondée, ne subsiste pas. Aujourd'hui Tarrow lui-même reconnaît (dans McAdam, Tilly et Tarrow, 2001) la nécessité de tenir compte des cadres et revendications identitaires pour évaluer correctement les stratégies des mouvements sociaux.

L'étude des nationalismes est un autre foyer de controverses en rapport avec le concept d'identité. Pour certains, comme Stein Rokkan, les identités nationales ont résulté des efforts de «nation-building», orientés en particulier vers l'«unité» linguistique : les pays qui n'ont (ou n'admettent plus) qu'une seule langue bénéficient d'une identité nationale d'autant plus forte. À partir d'une position plus essentialiste, où les peuples sont situés au cœur de la dynamique, d'autres discernent dans les identités nationales un facteur de division politique et sociale. Ces positions ont soulevé des débats qui ont fait couler beaucoup d'encre, bien sûr. L'histoire et les faits et gestes découlant de l'expression des identités influencent aussi la manière dont on aborde actuellement le nationalisme et les identités nationales. Le réveil des identités ethniques en Europe de l'Est et en Europe centrale après la chute du mur de Berlin et le rôle déclencheur qu'elles ont pu jouer dans les événements de 1989 ont semblé accréditer la position essentialiste, comme si les nationalismes n'avaient attendu que l'occasion de surgir après avoir été brimés au profit des identités de classe sous le règne communiste. Mais la littérature offre des interprétations plus nuancées.

On s'entend sur le fait que les identités nationales sont construites plutôt qu'innées. Il s'agit d'une conception de l'appartenance choisie et non héritée, ce qui constitue une rupture avec l'imaginaire de la première modernité sur la nation. Bien que la notion d'imaginaire national de Benedict Anderson (1996 [1983]) soit acceptée de tous ceux qui réfléchissent sur le nationalisme, l'idée que les identités nationales se créent de façon dynamique et sont des constructions modifiables fait largement consensus de tout côté, autant chez les chercheurs qui étudient les mouvements nationalistes

(aspirant ou non à la souveraineté de leur peuple) que chez ceux qui guettent l'apparition d'identités post-nationales (au sein de l'Union européenne) ou transnationales.

Il est possible d'avoir une autre perspective sociologique qui accorde davantage de place à l'individu et à la conscience, ce qui est d'autant plus nécessaire que les sociologues travaillent sur «la société des individus» (Elias, 1991), sur une société qui contraint les individus à un impératif social, celui de «devenir eux-mêmes». Tous les sociologues ne sont pas d'accord avec ce constat. Une part importante des critiques contemporaines adressées à la notion d'identité provient de sociologues qui estiment qu'elle repose sur une illusion. Dans cette perspective critique, on cite souvent un texte de Pierre Bourdieu, «L'illusion biographique» (1986). Alors que la sociologie pourrait décider, par ses procédures d'objectivation, de ce qui est réellement constitutif de l'agent, le retour réflexif de l'individu sur lui-même ne peut créer qu'un simulacre social, à moins que cet individu soit lui-même armé par les instruments de sociologie. C'est ainsi que Pierre Bourdieu peut à la fois dénoncer fortement l'autobiographie et accepter de publier la sienne (Bourdieu, 2004) puisqu'il sait — par son savoir — ce qui est constitutif de sa personne. La seule identité convenable pour le sociologue est le «récit» des déterminants d'un individu. Il s'agit avant tout de dessiner, pour reprendre l'analogie de Bourdieu, le paysage (social) au sein duquel évolue l'individu; le «voyage» n'a de sens que par rapport à ces contraintes. Seul le sociologue peut accomplir ce travail dans la mesure où il peut, à la manière d'un psychanalyste, faire remonter l'inconscient à la conscience. Pour la plupart des individus, il est impossible d'effectuer un tel travail; leur «identité» alors n'aura guère de sens, elle constituera même un obstacle de plus pour la sociologie. Les résistances à la notion d'identité reflètent, selon nous (de Singly, 2005b), le peu d'importance accordé à la conscience des individus pour des raisonnements sociologiques.

C'est seulement en écoutant des femmes ou des hommes ayant vécu un même événement, ou ayant une même trajectoire sociale, que le sociologue peut redécouvrir l'individu singulier, ou «particulier», c'est-à-dire les manières de donner du sens et de s'appropriier les contraintes sociales. Il peut parvenir alors à définir les modalités sociales de la construction de l'identité personnelle. Dans les sociétés modernes avancées, la «self-identity» — pour conserver le terme d'Anthony Giddens (1991) — ne peut pas ne pas être prise en compte dans l'analyse sociologique. Cela n'implique nullement une centration exclusive sur les individus singuliers. En effet, il est nécessaire d'analyser les conditions d'apparition et de maintien des sociétés d'individus, à la manière d'Elias, ou de Robert Castel (1995; voir aussi Castel et Haroche, 2001). Ce dernier souligne combien la formation de l'État-providence a permis aux individus de s'émanciper des liens familiaux en leur fournissant une certaine sécurité sociale (voir Commaille et Martin, 1998).

L'individu peut, en effet, être considéré théoriquement comme un être double: révélateur de la structure sociale, il en propose en même temps une version personnelle. Il ne s'agit pas de croire que l'individu singulier n'est que «particulier»; il est bien évidemment socialisé. La question est de déterminer la part éventuelle qui revient à l'individu, ce que Jean-Pierre Terrail (1995) nomme «l'irréductible singularisation». Est-ce que les différences individuelles, à l'intérieur d'un groupe d'individus qui partagent une pratique, une origine, sont secondaires d'un point de vue sociologique? Doivent-elles être renvoyées à d'autres disciplines, la psychologie et la psychanalyse notamment? Ou ont-elles un sens qui mérite une analyse strictement sociologique? Pour que ces différences deviennent intéressantes, il est nécessaire de disposer d'une théorie proposant un modèle de l'individu qui rend possible l'expression de la singularité (de Singly, 2005a).

La notion d'identité a un sens lorsque la sociologie a pour ambition d'éclairer, par le projecteur théorique, non seulement l'individu «représentant» (de sa classe, de son genre, de sa classe d'âge...), mais aussi l'individu dans sa singularité. Comme le souligne François Dubet (1994), l'analyse en sociologie de l'individu présuppose que l'on considère que la socialisation n'est pas totale. La subjectivation ou l'individualisation n'est possible que si l'identité de l'individu ne se résume pas à ses socialisations, à son habitus (homogène ou non). Dans la seconde modernité, l'individu connaît, à certains moments⁴, une «disjonction entre socialisation et subjectivité» par un quant-à-soi (Dubet, 1994), par un travail d'arbitrage (Kaufmann, 2004), par le pouvoir de soi sur soi (de Singly, 2005a), par son identité narrative (Dubar, 2004). L'individu ne peut construire une identité personnelle que s'il dispose d'un certain pouvoir pour prendre des décisions ou faire des arbitrages concernant telle ou telle décision, telle ou telle manière d'interpréter un répertoire, telle ou telle façon de pondérer ses dimensions identitaires au sein d'une situation, que s'il peut agencer dans un récit ce travail identitaire, que s'il peut conserver dans n'importe quelle situation une distance aux rôles.

Le concept de «réflexivité», proposé par Anthony Giddens (1994), désigne le mieux ce rapport que l'individu entretient à lui-même, même si assez souvent la conscience pratique prend le relais, et si certains déterminants de ses actions sont inconscients. L'intérêt de la notion de «réflexivité» est de proposer quelque chose qui reste dans la boîte noire pour les partisans de l'individu «collectif», à savoir le passage éventuel de la non-conscience à la conscience, alors qu'il n'est pas possible d'envisager l'individu singulier sans une conscience de soi, lieu du processus de l'individualisation (de Singly, 2002).

Il faudrait reprendre les variantes de l'usage de l'identité selon les perspectives théoriques, selon les disciplines, selon les histoires nationales, pour appréhender de manière plus précise encore les conditions épistémologiques, politiques et sociales de l'adoption de cette notion. Ce numéro n'a pour ambition que de faire un «arrêt sur image», en proposant quelques-unes des manières de s'emparer de cette notion. Il n'y a pas de consensus théorique entre les auteurs des articles. C'est donc aux lectrices et aux lecteurs d'exercer une certaine réflexivité après coup pour éventuellement classer les articles, non plus de manière thématique — comme cela va être fait plus classiquement — mais de manière théorique, en fonction des conceptions de l'identité mises en œuvre. Si ce numéro de *Lien social et Politiques* porte sur l'identité, c'est pour souligner qu'au-delà des différences d'orientation, nous faisons le pari que cette notion, malgré son flou nous aide à comprendre nos situations actuelles.

Les douze articles de ce numéro abordent les divers facteurs qui sont à l'origine des nouvelles formes d'identités que nous venons de passer en revue et, fait exceptionnel en soi, offrent un échantillon des diverses démarches auxquelles nous avons fait allusion. Si on cherche à les catégoriser, on remarquera que les uns portent sur les identités personnalisées, les autres sur les revendications identitaires des mouvements sociaux. Mais, comme nous l'avons dit plus haut, l'identité personnelle n'exclut en rien les dimensions collectives de l'identité. Et dans tous les cas, le processus de construction — ou de reconstruction — identitaire peut être éclairé par le contexte dans lequel il s'insère. Cela ressort dans l'article de Daphnée Poirier, qui analyse la revendication par les personnes sourdes d'une identité positive fondée sur une culture partagée, et leur refus d'une identité purement négative, liée à leur «handicap». Dans un autre registre, Isabelle Clair fait voir comment les jeunes Maghrébins de la banlieue parisienne se forgent une identité masculine qui doit beaucoup plus à leur rapport avec leurs «petites sœurs» au sein de la société française qu'à la tradition africaine. Le contexte dans lequel se situent les mouvements nationalistes belge et québécois étudiés par Christophe Traisnel est

celui de la diversité croissante des sociétés dont ils se veulent les représentants. Amenés à reformuler leur discours identitaire, ils ont procédé à une mise à jour comportant la reconnaissance du caractère multiculturel de leur peuple et la définition d'un nouveau type de citoyenneté.

Un certain nombre d'articles font ressortir le caractère stratégique des identités : identités choisies et revendiquées dans le cas des *queer* des communautés ethniques de Toronto que nous présente Miriam Smith, en analysant finement l'éventail des rapports qu'ils entretiennent avec les divers milieux qu'ils traversent et les enjeux politiques locaux, nationaux et transnationaux que soulèvent leurs luttes. Choies et revendiquées de même par les jeunes issus de l'immigration que Marie Verhoeven a interviewés en Angleterre et en Belgique, mais diversement définies en termes d'attachement aux origines, et pour certains organisées en « répertoires » mobilisables selon les contextes. L'affirmation demeure valable pour les élèves des écoles « de dernière chance » dont Philippe Vienne tente de comprendre les stratégies de présentation de soi, à l'aide notamment des concepts d'institution totale et de stigmatisation; mais ces identités assumées, affichées même, servent tout aussi bien à dissimuler des situations où les choix se font rares.

Dans le discours politique, on oppose parfois les solidarités « nationales » à des avancées comme la reconnaissance de la diversité ethnique ou religieuse, que l'on dit menaçantes pour le lien social. Deux articles contredisent ce point de vue manichéen. Après un examen méthodique, Keith Banting et Will Kymlicka ne constatent aucune relation statistique, et en aucun cas une relation négative, entre les politiques sociales (la solidarité) et la reconnaissance des différences identitaires inscrite dans les politiques de multiculturalisme. De son côté, Martin Papillon montre comment, au Canada, aux États-Unis et en Australie, la redéfinition du contrat social avec les peuples autochtones permet de mieux reconnaître leur identité voire de trouver, enfin, des solutions aux problèmes sociaux dont ils souffrent, en partie à cause des stratégies utilisées au cours du vingtième siècle par ces pays pour se construire.

Deux autres articles font comprendre comment l'identité est un processus complexe qui ne peut pas être résumé en des formules trop simplificatrices. On comprend ainsi la permanence du besoin d'appartenance pour les individus dans les sociétés occidentales modernes, avec l'article d'Elsa Ramos. L'individu nomade n'existe pas en tant qu'idéal (même si les réfugiés, les exilés sont nombreux). Il recherche des points d'ancrage (de Singly, 2003) qui lui assurent une certaine stabilité, une certaine sécurité identitaire, pour ne pas avoir l'impression que son destin lui échappe. Les individus peuvent se référer à une origine sans que ce point d'origine corresponde à la « vraie » ville ou région de naissance. Certains hommes ou certaines femmes estiment que ce repère spatial, cette origine peut très bien correspondre à un moment autre que celui de leur naissance. S'ils ont éprouvé quelque part, pendant des vacances à l'adolescence ou à une autre période de leur vie, le sentiment d'être très bien, alors ils se donnent le droit de décider que c'est là que sera leur point d'ancrage. Cette démarche se retrouve chez des généalogistes qui regardent leurs ancêtres dans toutes les directions et retiennent une lignée, généralement associée à un personnage auquel ils s'identifient. Ils ne recherchent pas la totalité de l'arbre sur lequel ils sont, ils désirent se mettre sur la branche sur laquelle ils se pensent chez eux. Cet article permet de comprendre les déformations des critiques anti-individualistes, qui inventent un idéal qui n'est jamais revendiqué de manière continue par nos contemporains, à savoir le refus de tout attachement, de toute identité.

Dessinés par Pascal Duret, les portraits des nouveaux électeurs de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles en France ont pour ambition de nous faire appréhender comment les troubles identitaires — dans la vie privée, dans la vie professionnelle — peuvent engendrer une demande de sécurité si forte, si nostalgique que le partisan de la France (au sens le plus traditionnel possible, au sens le plus « fermé ») semble un recours. Les difficultés dans la construction identitaire — le modèle de l'individualisation demande pour être bien mis en œuvre des ressources sociales, économiques et psychologiques — peuvent avoir pour effet une revendication non plus moderne de l'identité, mais « anti-moderne ». À ce niveau, on pourrait opposer, sur l'axe des mouvements collectifs, les partisans de la plus grande individualisation, avec le mouvement *queer*, et les partisans du nationalisme. C'est dire encore une fois que le clivage n'est pas entre « individu » et « société » — il existe peu de choses comparables entre ces deux mouvements — mais entre les individus et les groupes qui défendent une conception « individualiste » et une conception « holiste » des identités. Les électeurs et les électrices nous font comprendre le passage entre une identité personnelle perturbée et une revendication d'appartenance à un collectif « traditionnel », à des repères qui leur semblent les plus stables. Ils nous font aussi comprendre que, dans la modernité, il existe toujours des éléments de « contre-modernité » (pour reprendre une expression de Beck). Les individus les plus fragilisés préfèrent se réfugier dans les identités les plus traditionnelles, les plus stables (on le voit aussi chez certains jeunes hommes, observés par Isabelle Clair). L'enfermement dans un quartier (avec l'appartenance identitaire) peut être vécu positivement (pour les garçons, qui peuvent bénéficier plus aisément dans ce cadre de la domination masculine), ou négativement (pour des jeunes femmes).

Jane Jenson

Département de science politique,

Université de Montréal, et

Chaire de recherche du Canada en citoyenneté et en gouvernance

François de Singly

Université Paris Descartes et

Centre de recherche sur les liens sociaux (CNRS-Université de Paris 5)

Notes

¹ Le philosophe québécois Charles Taylor défend une autre perspective et une autre périodisation de la modernité et de l'émergence des luttes identitaires. Voir Taylor, 1998 [1989]. Évidemment ses thèses sur l'identité, la modernité et la diversité ont une importance primordiale pour le Québec et le Canada (voir, par exemple, Laforest et de Lara, 1998).

² D'autres, également interpellés par la notion d'identités plurielles et « choisies », identifient ce moment comme « post-moderne », mais nous n'entrons pas dans ce débat ici.

³ Sauf à de très rares moments dans son œuvre, Goffman a comme conception de l'identité une identité construite pour l'essentiel en fonction de l'identité pour autrui. On est donc très loin d'une définition d'une identité personnelle. Les interactionnistes ne valorisent pas du

tout cette identité personnelle, ils insistent avant tout sur les contraintes de l'interaction. À ce niveau, ils sont proches d'une vision structurale de la société.

⁴ Jean-Claude Kaufmann (2004) insiste, à juste titre, sur le fait que, dans la vie ordinaire, les habitudes peuvent éviter aux individus ces décisions. Grâce à la routine, la situation s'impose, écartant toute réflexivité. L'individu ne travaille pas nécessairement en permanence à produire son identité.

Bibliographie

- ANDERSON, Benedict. 1996. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte (en anglais : 1983).
- BECK, Ulrich. 2001. *La société du risque*. Paris, Aubier (en allemand : 1986).
- BECK, Ulrich, et Elisabeth BERK-GERNSHEIM. 2002. *Individualization: Institutionalized Individualism and Its Social and Political Consequences*. Londres, Sage Publications.
- BOURCIER, Marie-Hélène. 2005. *Sexpolitiques. Queer Zones 2*. Paris, La Fabrique.
- BOURDIEU, Pierre. 1986. «L'illusion biographique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63 : 69-72.
- BRUBAKER, Rogers, et Frederick COOPER. 2000. «Beyond "identity"», *Theory and Society*, 9 : 1-47.
- BUTLER, Judith. 2005. *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*. Paris, La Découverte (en anglais : 1989).
- CASTEL, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.
- CASTEL, Robert, et Claudine HAROCHE. 2001. *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*. Paris, Fayard.
- COMMAILLE, Jacques, et Claude MARTIN. 1998. *Les enjeux politiques de la famille*. Paris, Bayard.
- DUBAR, Claude. 2004. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Paris, PUF.
- DUBET, François. 1994. *Sociologie de l'expérience*. Paris, Seuil.
- ELIAS, Norbert. 1991. *La société des individus*. Paris, Fayard (en allemand : 1987).
- GIDDENS, Anthony. 1991. *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*. Stanford, CA, Stanford University Press.
- GIDDENS, Anthony. 1994. *Les conséquences de la modernité*. Paris, L'Harmattan (en anglais : 1990).
- FILLIEULE, Olivier, et Cécile PÉCHU. 1993. *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*. Paris, L'Harmattan.
- HONNETH, Axel. 2000. *La lutte pour la reconnaissance*. Paris, Cerf (en allemand : 1992).
- JENSON, Jane. 1995. «Mapping, naming and remembering : Globalization at the end of the twentieth century», *Review of International Political Economy*, 2, 1 : 96-116.
- JENSON, Jane, et Martin PAPILLON. 2000. «Challenging the citizenship regime : The James Bay Cree and transnational action», *Politics and Society*, 28, 2 : 245-264.
- KAUFMANN, Jean-Claude. 2004. *L'invention de soi*. Paris, A. Colin.
- KYMLICKA, Will. 2001. *La Citoyenneté multiculturelle*. Paris, La Découverte (en anglais : 1995).
- LAFOREST, Guy, et Philippe de LARA, éd. 1998. *Charles Taylor et l'interprétation de l'identité moderne*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.
- LAMOUREUX, Diane, Chantal MAILLÉ et Micheline de SÈVE, éd. 1999. *Malaises identitaires : échanges féministes autour d'un Québec incertain*. Montréal, Éditions du Remue-ménage.
- MCADAM, Doug, Sidney TARROW et Charles TILLY. 2001. *Dynamics of Contention*. New York, Cambridge University Press.
- PASSERON, Jean-Claude. 1991. *Le raisonnement sociologique*. Paris, Nathan.
- SCHECTER, Stephen. 1992. «L'identité, le sexe et le soi à l'ère du sida», *Sociologie et sociétés*, 24, 1 : 113-121.
- SINGLY, François de. 2002. «La sociologie, forme particulière de conscience», dans Bernard LAHIRE, dir. *À quoi sert la sociologie ?* Paris, La Découverte : 13-42.
- SINGLY, François de. 2003. *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*. Paris, A. Colin.
- SINGLY, François de. 2005a. *L'individualisme est un humanisme*. La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- SINGLY, François de. 2005b. «Les disparitions de l'individu singulier», dans P. CORCUFF, J. ION et F. de SINGLY. *Les politiques de l'individu*. Paris, Textuel.
- TAYLOR, Charles. 1994. *Multiculturalisme : différence et démocratie*. Paris, Aubier (en anglais : 1992).
- TAYLOR, Charles. 1998. *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne*. Paris, Seuil (en anglais : 1989).
- TERRAIL, Jean-Pierre. 1995. *La dynamique des générations. Activité individuelle et changement social*. Paris, L'Harmattan.
- WAGNER, Peter. 1996. *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*. Paris, éd. Métailié (en anglais : 1994).
- YASHAR, Deborah. 2005. *Contesting Citizenship in Latin America. The Rise of Indigenous Movements and the Post-liberal Challenge*. New York, Cambridge University Press.
- YOUNG, Iris Marion. 1990. *Justice and the Politics of Difference*. Princeton, Princeton University Press.